

TERMES DE REFERENCE

I. Information du poste	
Titre du poste	Consultant (e) chargé(e) de l'évaluation de la mise en œuvre et de l'actualisation du document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC 2013-2017)
Nombre de positions :	01
Niveau du poste :	Local
Nature de la consultation (Support / Substance) :	Substance
Type de contrat :	Contrat Individuel
Lieu d'affectation ou à domicile :	Gabon, Libreville.
Durée :	3 mois
Date de début :	01 mai 2021
Rémunération:	\$4000/mois

II. Contexte

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est un leader mondial dans la lutte contre la drogue et le crime organisé en vertu de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et de la Convention des Nations unies contre la corruption (UNCAC).

L'ONUDC, par le biais de son Programme mondial de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts (ci-après dénommé "Programme mondial"), a un rôle important à jouer dans le renforcement de la capacité des gouvernements à enquêter sur les infractions liées aux ressources naturelles et à en poursuivre les auteurs. Grâce à ce programme, l'ONUDC répond aux nombreux liens entre la criminalité organisée et le trafic illicite de ressources naturelles, en coordonnant une série d'activités visant aussi à renforcer la capacité nationale à lutter contre la corruption et le blanchiment des capitaux qui facilitent la cette forme de criminalité.

En Afrique Centrale, la criminalité liée aux espèces sauvages transcende les frontières nationales, surtout lorsque les États membres de la CEEAC sont en pleine phase d'intégration régionale. Les réseaux de criminalité organisée opérant dans et à travers la région exploitent les lacunes et les divergences des lois nationales sur le braconnage, les espèces sauvages, la foresterie, les lois pénales et autres. Cette forme de criminalité met en danger la stabilité des États membres de la CEEAC, y compris le Gabon, car elle facilite d'une part la corruption en amenuisant la capacité de la force publique à défendre les intérêts nationaux et constitue, d'autre part, l'une des sources de financement les plus rentables pour les organisations criminelles, les groupes rebelles et/ou terroristes qui profitent des lacunes législatives et du manque de capacités de l'action publique à prévenir, détecter, enquêter, poursuivre et juger la criminalité transnationale liée aux espèces sauvages et autres ressources naturelles. Dans ce contexte, l'ONUDC a élaboré le projet régional pour l'Afrique Centrale « Renforcement des capacités judiciaires des Etats membres de la CEEAC pour la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et le trafic illicite des ressources naturelles » dont son objectif 3 vise à soutenir les efforts des autorités Gabonaises dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux qui permettent la criminalité liée aux espèces sauvages et autres ressources naturelles.

Dans le cadre de la révision de son document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC), le Gabon a entrepris une série d'activités en vue d'atteindre ses objectifs sectoriels en la matière. C'est ainsi que le Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte Contre la

Corruption du Gabon a sollicité l'appui de l'ONUDC dans le déploiement d'une action dédiée au renforcement des cadres législatifs nationaux et des capacités des pouvoirs publics contre les trafics des ressources naturelles et le braconnage.

Dans ce contexte, l'ONUDC, la Direction Générale de la Lutte Contre la Corruption (DGLCC) et la Commission Nationale de la Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI), respectivement organe d'orientation stratégique et politiques et organe de mise en œuvre, envisagent de recruter un(e) consultant(e) chargé(e) de l'évaluation de la mise en œuvre et de l'actualisation du document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC 2013-2017), y compris ses dix (10) plans sectoriels

L'objectif général est d'appuyer de façon indépendante, la Direction Générale de la Lutte Contre la Corruption (DGLCC) et la Commission Nationale de la Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) dans le processus analytique comprenant une analyse détaillée des cadres conceptuels et opérationnels du DSLCCBC depuis sa mise en vigueur pour en déduire d'éventuelles actions correctives nécessaires à l'atteinte des objectifs. Il s'agit de dégager des conclusions sur la planification de la mise en œuvre et sa mise en œuvre effective en vue d'orienter l'actualisation de celle-ci en fonction des leçons apprises de son exécution et des lacunes du cadre légal actuel.

Le consultant effectuera sa mission sous la supervision du coordonnateur régional du Programme mondial pour l'Afrique de l'ouest et centrale, basé à Libreville.

Les tâches seront effectuées à domicile.

III. Tâches spécifiques à effectuer par le consultant

Sous l'autorité conjointe du Directeur Général de la Lutte Contre la Corruption (DGLCC) et du Président de la Commission Nationale de la Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) le/la consultant(e) aura, pour missions principales :

- Examiner le dispositif institutionnel actuel de la lutte contre l'Enrichissement Illicite, le Blanchiment des Capitaux et la Corruption aux niveaux national, infranational et sectoriel, en vue d'en identifier les forces et faiblesses et de proposer un cadre légal cohérent et efficace conforme aux normes internationales en matière de lutte contre la corruption et notamment les critères de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la corruption (prévention, incrimination, coopération internationale, recouvrement des avoirs);
- Analyser les mécanismes et le niveau de participation des parties prenantes (sectoriels, secteur privé et la société civile) dans la planification et la mise en œuvre de la politique de lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et le blanchiment des capitaux et proposer des arrangements institutionnels pour une meilleure inclusion dans le processus et un renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la lutte contre la corruption ;
- Proposer des mécanismes visant à renforcer la rupture avec l'impunité et le recouvrement des biens et avoirs détournés ou acquis illicitement, à accroître la transparence dans la gestion des affaires publiques et à renforcer le partenariat avec la société civile et le secteur privé dans la lutte contre la corruption ;
- Proposer un cadre novateur pour éduquer, informer et sensibiliser les citoyens, cadres et agents de l'administration publique et privée et pour le renforcement des capacités de recherche sur la corruption ;
- Proposer des solutions de renforcement du cadre législatif actuel de la bonne gouvernance et définir une liste d'actions et des actes juridiques et administratifs pour garantir, (1) un bon fonctionnement du processus de prise et d'application des décisions, (2) la définition des cibles à long terme, (3) un cadre de collaboration pour la fourniture des données et informations pertinentes ;

- Proposer des orientations politiques et techniques en vue de la réforme du cadre légal de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes ;
- Identifier les bonnes pratiques tirées des législations internationales à intégrer dans l'arsenal juridique national ;
- Identifier et proposer les voies pour lever les lacunes, les incohérences et les contradictions préjudiciables à la mise en application de la loi en matière de prévention et de répression de la corruption et répertorier d'autres lois nécessaires au renforcement de la lutte anticorruption ;
- Sur la base du cadre préalablement documenté et des exigences techniques en matière d'évaluation, réaliser effectivement l'évaluation externe de la mise en œuvre ainsi que l'actualisation de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC 2013-2017) ;
- Identifier les leçons apprises de la planification et de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC 2013-2017) et proposer des recommandations et une feuille de route pour l'opérationnalisation de la stratégie actualisée.

IV. Dates et détails des livrables/ paiements :

Les paiements seront effectués sur une base mensuelle, sous réserve de l'achèvement satisfaisant des activités de renforcement des capacités et / ou de la présentation de rapports de mission en fonction des résultats suivants :

Délivrable	Outputs	Nombre de jours	À accomplir avant le (date)
A	Elaboration de la matrice d'évaluation	10	15 Mai 2021
B	Elaboration d'un canevas de rapport et d'un rapport initial d'évaluation	10	30 Mai 2021
C	Elaboration d'un rapport provisoire d'évaluation sur la base du canevas validé par les parties prenantes ;	15	15 Juin 2021
D	Elaboration d'un rapport final d'évaluation (en français et anglais)	20	30 Juillet 2021
E	Actualisation de la DSLCCBC	20	30 Juillet 2021
F	Elaboration d'un plan et des supports de communication et divulgation de résultats de l'évaluation.	15	20 Juillet 2021

3. Valeurs et compétences

Les candidats devront manifester leur engagement envers les missions de l'ONUSC, faire preuve de sensibilité et d'adaptabilité aux différences de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge.

Leur profil devra refléter les compétences suivantes :

Professionalisme : Expertise de fond dans l'approche de programmation régionale et intégrée de l'ONUSC. Connaissance des domaines de fond avec de très bonnes compétences en matière de recherche et d'analyse. Être capable d'identifier et de contribuer à la résolution de problèmes/questions. Être fier de son travail et de ses réalisations ; faire preuve de compétence professionnelle et de maîtrise du sujet ; être consciencieux et efficace dans le respect des engagements, des délais et des résultats ; être motivé par des préoccupations professionnelles plutôt que personnelles ; fait preuve de persévérance face à des problèmes ou des défis difficiles ; reste calme dans les situations de stress.

Travail d'équipe : Bonnes compétences interpersonnelles et capacité à établir et à maintenir des partenariats et des relations de travail efficaces dans un environnement multiculturel, avec sensibilité et respect de la diversité, y compris l'équilibre entre les sexes.

Communication : Capacité à écrire de manière claire et concise et à communiquer efficacement à l'oral.

VI. Qualifications et expériences requises

<u>Formation</u>	Un diplôme universitaire supérieur en droit, études de lutte anticorruption, développement, développement international, ingénierie, économie, gestion des ressources naturelles ou autre domaine étroitement lié
<u>Expérience professionnelle</u>	<ul style="list-style-type: none">• Toute expérience préalable avec des Gouvernements et des organisations internationales dans un contexte de pays en développement• Un minimum de 10 ans d'expérience professionnelle d'expérience dans le soutien aux politiques et stratégies en matière de lutte contre la corruption au niveau national ;• Une expérience dans la conception et la facilitation de processus de renforcement institutionnel, réglementaire et de processus de coordination ;• Une expérience confirmée dans l'analyse des lacunes et la hiérarchisation des actions dans les politiques et plans d'actions nationaux gouvernementaux ;• Une compréhension avérée des questions liées à la lutte contre la corruption ainsi qu'aux stratégies et documents politiques pertinents ;• De solides connaissances techniques sur les conventions internationales relatives à la corruption ;• D'excellentes compétences organisationnelles, en particulier pour animer des réunions et rédiger des rapports ;• D'excellentes compétences en rédaction, en révision et en communication orale en français sont requises ;• Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

<u>Langues requises :</u>	Les langues de travail du Secrétariat des Nations Unies sont l'anglais et le français. Pour ce poste, une parfaite maîtrise du français est exigée. La maîtrise de l'anglais est un avantage.
---------------------------	---

VII. Indicateurs pour évaluer la performance du consultant :

Toutes les livrables doivent satisfaire les standards du Coordinateur Régional de l'ONUDC à Libreville, Gabon, selon les critères suivants :

- Qualité des résultats soumis
- Compétence technique
- Respect des délais de livraison

VIII. Jalons de paiement

Les paiements seront effectués après l'achèvement et/ou la présentation satisfaisante des produits/délibrables.

Veillez noter que le dernier paiement doit coïncider avec la fin du contrat et doit être identique aux phases de paiement dans la demande d'engagement du consultant/IC.

IX. Critères de sélection

Un diplôme universitaire supérieur en relations internationales, en droit, en sciences politiques, en application de la loi ou dans un domaine connexe est requis.	Un minimum de 10 ans d'expérience professionnelle d'expérience dans le soutien aux politiques et stratégies en matière de lutte contre la corruption au niveau national	Toute expérience préalable dans le domaine de l'analyse des lacunes et la hiérarchisation des actions dans les politiques et plans d'actions nationaux gouvernementaux	Une expérience dans la conception et la facilitation de processus de renforcement institutionnel, réglementaire et de processus de coordination	Pour ce poste, une parfaite maîtrise du français est exigée. La maîtrise de l'anglais est un avantage.	Total
20%	30%	25%	15%	10%	100%